



## INCLUSION SCOLAIRE

**Mobilisation du 8 avril, Audience DASEN, Audience au RECTORAT...**

### ***La FSU poursuit le combat unitaire !***

Le 8 avril dernier, dans le cadre d'une mobilisation nationale, la FSU13 et ses syndicats appelaient à un rassemblement unitaire devant la DSDEN13 pour porter les revendications des AESH : recrutement en lien avec les besoins, revalorisation salariale massive, accès au temps complet pour celles et ceux qui le souhaitent, création d'un statut de la fonction publique sont autant d'éléments indispensables pour sortir les personnels de la précarité et répondre aux besoins de moyens indispensables pour faire de l'inclusion une réussite pour toutes et tous.

Dans le même temps, dans le département, la FSU13 et ses syndicats ont participé à construire depuis quelques mois un collectif « *des moyens pour l'inclusion* » rassemblant les fédérations et des associations de parents d'élèves ainsi que des organisations syndicales. Ce collectif, déjà porteur d'une déclaration commune en CAEN, mais aussi auteur de courrier d'interpellation aux ministres de tutelles et aux députés de notre département a obtenu ce mardi 27 avril une audience sur ces sujets avec le recteur d'académie.

**Bref, la FSU porte avec force et détermination les revendications des personnels et des usagers pour un service public à la hauteur des enjeux.**

Lors d'une audience le 8 avril où nous avons pu échanger avec le secrétaire général de la DSDEN13 ou lors de celle accordée par le recteur ce mardi, la FSU a en premier lieu porté l'urgence d'une rupture dans les politiques d'inclusion. Là où l'administration se satisfait de la fin des CUI pour les AESH, de la fin des contrats de 6 mois ou de l'augmentation relative de l'emploi, nous avons porté l'exigence d'une prise de conscience de la souffrance actuelle des élèves, des familles et des personnels dans un contexte d'insuffisance chronique de moyens. Les services du rectorat eux-mêmes reconnaissent 700 situations de notification en souffrance. Dès lors, comment se satisfaire des recrutements très insuffisants et encore non quantifiés pour la rentrée prochaine ? Comment se satisfaire de la précarité massive (salaires à 700 €) pérennisée pour les AESH ?

La circulaire départementale contraignant à 5 heures en moyenne l'affectation des AESH mutualisés est le symbole et la marque concrète d'une gestion comptable en rupture avec la loi de 2005 qui soumet les notifications et l'emploi aux besoins des élèves et non aux principes de l'austérité budgétaire. La FSU13 et ses partenaires ont porté haut la revendication de l'abrogation immédiate de cette circulaire.

De la même manière, l'organisation en PIAL qui n'a en rien résolu les problèmes sur le front de l'inclusion est reconduite pour l'an prochain. Pire, la carte en sera revue pour construire des PIAL plus gros, et même inter-degrés notamment en milieu rural ! De quoi craindre la multiplication des difficultés. Là aussi, nous avons interpellé les autorités sur les risques de cette organisation.

Enfin, le manque structurel de place dans les Etablissements Médicaux Sociaux qui contraint un grand nombre d'élèves, en contradiction avec les notifications de la MDPH, à être scolarisés en milieu ordinaire ne trouve toujours aucune réponse, si ce n'est l'engagement du recteur à faire remonter au ministre l'urgence que nous lui avons décrite.

Dans ce contexte, la création de 6 ULIS Ecole et 6 ULIS Collège dans le département, la perspective d'une nouvelle vague de recrutement d'AESH, la possibilité offerte pour les AESH de postuler à des contrats de 24h dans le 1<sup>er</sup> degré, de 32h dans le second degré sont autant de décisions que nous accueillons avec satisfaction mais pas sans indiquer que dans leur insuffisance elles ne prennent pas la mesure des manquements principaux de l'Etat sur ses promesses réitérées d'une école inclusive réussie pour les élèves, les familles et les personnels.

**La FSU et ses syndicats poursuivront avec les personnels et les parents d'élèves les mobilisations indispensables à la satisfaction des revendications qu'elle porte.**